

N°1103

du 23
FÉVRIER
2018



Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

P4 La Commission de la CEDEAO au grand complet à Lomé

**Le Togo décroche
2 postes, dont le
Département du
commerce, des
douanes et de
la libre circulation**

** Les nouveaux commissaires entrent en fonction le 1er mars 2018.*

P3 Faure Gnassingbé lance un autre Projet de développement rural

Le 1^{er} coup de pioche qui va transformer Djagblé

P2 Vient de paraître

**J'apprends l'igo,
langue kwa du Togo**
de Honorine Massarvi Gblem-Poidi

P6 La Task force pour la monnaie unique de la CEDEAO à Accra

**En route pour 2020,
la feuille de route révisée**



Le président Faure donnant le 1er coup de pioche

P4 Du fait de leur importation et de leur utilisation quotidienne
**Les douaniers mis à contribution
dans le contrôle et l'identification
des substances dites SAO**

P3 Par la validation du guide méthodologique, sur financement de l'UE
**Les députés s'outillent
pour le débat
d'orientation budgétaire**

Prix: Togo, Bénin, Burkina: 250CFA Zone CFA: 300 F Europe et autres pays: 1 euro --- **Abonnement:** Contacter 22 61 35 29 / 90 05 94 28

AZIMUTS INFOS

Une veste chauffante high-tech pour les JO 2018

La marque Ralph Lauren a conçu la parka officielle de la délégation américaine des Jeux olympiques 2018. Celle-ci est équipée d'un système de chauffage intégré à encore conductrice. Une innovation que l'on pourrait retrouver dans de futurs vêtements.

Les athlètes qui représentent les États-Unis aux Jeux olympiques de Pyeongchang (Corée du Sud) n'auront certainement pas froid lors des cérémonies d'ouverture et de clôture. En effet, ils seront tous vêtus d'une parka chauffante spécialement conçue par la marque de prêt-à-porter Ralph Lauren.

Ce vêtement high-tech incorpore une zone chauffante située à l'intérieur, au niveau du dos. Celle-ci est symbolisée par un drapeau des États-Unis imprimé avec une encre conductrice mêlant des particules d'argent et de carbone. Comme on peut le constater dans une vidéo réalisée par Cnet.com, la souplesse de cette partie chauffante est étonnante.

Ralph Lauren a équipé 700 athlètes olympiques et paralympiques

Un fin cordon caché dans la doublure relie cette pièce de tissu à une batterie cachée au fond de l'une des poches extérieures ; celle-ci a une autonomie de onze heures. Les athlètes pourront contrôler la température à l'aide d'une application sur leur smartphone. Ralph Lauren dit avoir testé cette parka chauffante dans des chambres froides à -20 °C.

En tout, 700 athlètes olympiques et paralympiques ont reçu une parka chauffante pour la cérémonie d'ouverture et un blouson chauffant pour la cérémonie de clôture. Une centaine d'exemplaires ont été proposés à la vente au public à 2.495 dollars pièce (environ 2.000 euros au cours actuel) et se sont vendus en moins de 20 minutes ! Ralph Lauren indique que cette expérimentation va lui permettre d'évaluer la technologie pour l'intégrer dans de futurs vêtements. Une veste en édition limitée devrait sortir à l'automne prochain.

Le Podbike, un vélo électrique bientôt sur les routes de Norvège

Le Podbike est un véhicule carrossé quatre roues à propulsion humaine et électrique qui possède des pédales reliées à un générateur. Une première série d'une dizaine d'exemplaires sera testée en Norvège. La commercialisation de ce curieux engin est prévue pour 2020.

De nombreux trajets quotidiens s'effectuent sur de courtes distances pour lesquelles un autre moyen de transport que la voiture serait moins polluant, et économique. Le vélo est un très bon candidat. Mais circuler régulièrement à vélo demande une bonne dose de motivation pour affronter des conditions météo pas toujours engageantes (froid, pluie, vent...) et une cohabitation avec les véhicules à moteur qui peut être source de stress. Le vélo-moteur se veut justement le compromis idéal.

Imaginé dans les années 1990 en Europe du Nord, il s'agit d'un tricycle muni d'une carrosserie qui se conduit en position allongée avec les pédales devant soi. Une configuration qui réduit la fatigue et protège le passager des intempéries. Pour en faire un moyen de transport susceptible de séduire autre que les irréductibles de la petite reine, le constructeur norvégien Elpedal a imaginé de créer un vélo-moteur qui se rapprocherait davantage d'une voiture.

Le Podbike peut rouler à 25 km/h pendant 60 km

Son Podbike dispose de quatre roues et d'un système d'assistance électrique au pédalage qui lui permet d'atteindre 25 km/h. Les pédales sont reliées à un générateur qui va alimenter les deux moteurs placés sur les roues arrière. Une batterie rechargeable vient compléter le dispositif pour apporter un appoint de puissance et assurer une autonomie minimum de 60 km.

Elpedal vient de dévoiler le premier prototype fonctionnel de son Podbike qui sera produit à douze exemplaires. Dix d'entre eux seront utilisés en conditions réelles par des volontaires qui feront remonter leurs observations. L'objectif est de commercialiser le produit en Norvège l'année prochaine puis en Europe en 2020. Le prix se situerait aux alentours des 4.500 euros. Cela peut paraître cher, mais il faut savoir que les vélos électriques de qualité sont dans cette tranche de prix et qu'une voiture sans permis peut coûter le double.

Vient de paraître

J'apprends l'igo, langue kwa du Togo

de Honorine Massanvi Gblem-Poidi

La Togolaise Honorine Massanvi Gblem-Poidi auteure de plusieurs publications sur les langues du Togo vient faire publier aux Editions Harmattan, un manuel d'apprentissage intitulé : J'apprends l'igo, langue kwa du Togo.

La langue véhiculaire la civilisation de la communauté qui la parle, son identité culturelle et ses valeurs socio-économique, politique et religieuse. Le projet MALT (Manuels d'apprentissage des langues du Togo) s'inscrit dans une dynamique de sauvegarde et de revalorisation des langues maternelles togolaises. Le manuel J'apprends l'igo comprend 26 leçons et exercices, ainsi qu'un CD "duolingue" français-igo, anglais-igo et allemand-igo.

Honorine Massanvi Gblem-Poidi est née en 1960 dans la région des Plateaux du Togo. Docteure en description linguistique, spécialité didactique des langues africaines, elle est



maître-assistante au département des sciences du langage à l'université de Lomé et consacre ses recherches à la promotion des langues togolaises.

Honorine Massanvi Gblem-Poidi, J'apprends l'igo, langue kwa du Togo, 15 février 2018 o 304 pages, 28,50 €

Edition

Fayard publiera les nouvelles du prisonnier Curtis Dawkins

Le recueil de nouvelles The Graybar Hotel, du prisonnier américain Curtis Dawkins, paraîtra en France en janvier 2019. Fayard publiera en janvier 2019 The Graybar Hotel, le recueil de nouvelles du prisonnier américain Curtis Dawkins. Traduit en France par Jean-Luc Piningre, l'ouvrage relate la vie en prison.

Emprisonné à vie depuis 2005 pour le meurtre d'un homme, Curtis Dawkins a trouvé refuge dans l'écriture. The Graybar Hotel a été publié aux États-Unis en juillet 2017 par Scribner. Son succès a attiré



l'attention du procureur général du Michigan - Etat américain où l'auteur purge sa peine - qui lui réclame 90% de son à-valoir de 150 000 \$ et de tous ses droits d'auteur futurs au titre des frais d'incarcération.

TÉLÉVISION

Victor Hugo, vedette d'une série sur France 2

Yannick Choirat incamera Victor Hugo, et Isabelle Carré interprétera Juliette Drouet, dans une mini-série qui retracera le Paris révolutionnaire et l'exil de l'écrivain sous Louis Napoléon Bonaparte.

Le tournage de Victor Hugo, ennemi d'Etat commencera dans trois semaines, à Paris et dans le Périgord. La série de 4 épisodes de 52 minutes chacun, réalisée par Jean-Marc Moutout, sera interprétée par Yannick Choirat dans le rôle de l'écrivain et Isabelle Carré dans celui de Juliette Drouet, actrice qui fut sa maîtresse et complice durant 45 ans. La fiction fera le portrait intime

de l'écrivain, à travers ses différentes facettes : homme de lettres, politique, père et amant. Produite par Quad Télévision et Point du jour, la mini-série, co-écrite par le réalisateur, et Sophie Hiet, s'intéressera sur le monde de la fiction au Paris révolutionnaire de 1848, aux temps des barricades. Hugo est alors royaliste, maire d'un arrondissement de Paris et député de la deuxième République parmi les conservateurs. Trois ans plus tard, devenu républicain, après le coup d'Etat du 2 décembre, il s'exile à Bruxelles puis pour Jersey, banni par décret.

Spectacle

Le débat du rire



Fruit du talent de trois jeunes humoristes togolais, le DEBAT DU RIRE est une succession de spectacles d'humour mêlant le stand up, l'improvisation et le théâtre tout en débattant dans une folle ambiance de rire des thèmes de nos sociétés.

Le présentateur Valentin VIEYRA reçoit sur son plateau deux invités. Bibisco, il est le sérieux, l'intellectuel, le spécialiste des questions débattues mais qui souvent passe son temps à se contredire et mettant ainsi en déroute le public qui ne peut qu'en

rire. MP3, lui autre est le stupide, l'incohérent, il n'est jamais d'accord avec ce qui est moralement correct. La particularité du Débat Du Rire, c'est qu'il fait participer le public. Ce dernier est le plus souvent sollicité pour donner son avis sur le thème débattu et même poser des questions auxquelles il recevra de vanes bien rigolotes en guise de réponses. D'autres genres artistiques autres que l'humour peuvent aussi s'inviter dans le débat.

24 FÉVR / 19H30 / 1000 FCFA
SCÈNE IFT - LOMÉ

Cinéma

Le FESDOB 2018 lance un appel à films

Le FESDOB 2018 lance un appel pour la réalisation des courts ou longs métrages documentaires qui traitent de la résolution des conflits au sens large, de la discrimination de la femme, de la promotion des droits de la femme, informant sur les enjeux d'actualité : violences faites aux femmes, maltraitance des jeunes filles, inégalités entre homme et femme.

Cette 7ème édition du festival a pour thème : " LA PROMOTION DE L'EGALITE DES SEXES au cours de l'édition 2018 " et se tiendra du mardi 06 au dimanche 11 Novembre 2018 à Blitta (Togo).

Le Comité d'Organisation du Festival du Film Documentaire de Blitta (FESDOB 2018) rappelle au public (réalisateurs, producteurs de films documentaires) que l'appel à films est lancé ce 19 Février 2018, et prendra fin le 15 septembre 2018. Vous avez des films documentaires ou docu-fiction, réalisés sur la base du

réel, des faits existants et vérifiables.

L'inscription des films au Festival du Film Documentaire de Blitta (FESDOB) est ouverte à tous les films documentaires du monde. Elle est limitée à deux (02) films au plus par réalisateur et peut être effectuée par le réalisateur ou le producteur. Ces deux films doivent être de différents métrages. La durée des films longs métrages doit être moins de 60 minutes et les courts métrages 26 minutes maximum. Les films présentés ne doivent pas excéder deux (02) ans d'âge au 31 décembre 2018, ni avoir été présentés lors d'une précédente édition du FESDOB.

Les dossiers d'inscription (documents) doivent être envoyés par courrier électronique aux adresses e-mail suivantes : fesdob.togo@gmail.com

Pour toute info : +228 92 18 30 19 / 97 91 99 33



Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Récepissé N°0145/16/0201/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression
Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction
Sylvestre D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJIA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO
Tony FEBA

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté
Graphisme
Guillaume BOGLA

Faure Gnassingbé lance un autre Projet de développement rural

Le 1er coup de pioche qui va transformer Djagblé

Late Pater

Les travaux du Projet de développement rural de la plaine de Djagblé (PDRD) ont été officiellement lancés ce 22 février 2018 à Djagblé par le président Faure Gnassingbé. Le 13 février 2015, la pose de la première pierre symbolisait l'entrée du Projet dans sa phase effective d'exécution. Par la suite, courant septembre 2016, des soumissionnaires étaient invités à postuler pour des travaux de construction de six magasins avec aires de séchage sur le périmètre aménagé du PDRD ; des travaux de réalisation d'un réseau de mini adduction d'eau potable dans la zone du projet (1 forage équipé de pompe et équipements électromécaniques et un débit de production de 18.67m³/h, 1 forage équipé de pompe et équipements électromécaniques et un débit de production de 9.33m³/h, 1 château d'eau de capacité 100 m³, 1 château d'eau de capacité 50 m³, 1 réseau de refoulement en PVC de 544 ml en diamètres 75 et 110, 1 réseau de refoulement en PVC de 12320 ml en diamètres 40, 50, 63, 75 et 110, et 9 bornes fontaines minimum) ; et des travaux de construction/réhabilitation des infrastructures de santé et d'assainissement,

construction et équipement des infrastructures scolaires. Pour ces derniers travaux, il s'agit de la construction d'une unité de soins périphériques à Djagblé Centre ; réhabilitation d'une unité de soins périphériques à Lébé ; construction de six blocs de latrines ECOSAN à deux cabines sur le périmètre aménagé ; construction de trois bâtiments scolaires à trois salles de classe d'écoles primaires avec bureau et magasin et équipement des salles de classe en tables bancs et mobiliers de bureaux, avec la construction de quatre blocs de latrines VIP à trois cabines à Djagblé Centre ; construction d'infrastructures socio-collectives à Abolavé, réparties en un bâtiment scolaire à trois salles de classe, avec bureau et magasin et équipement des salles de classe en tables bancs et mobiliers de bureaux à Abolavé, réparties en un bâtiment scolaire à quatre salles de classe avec bureau et magasin et équipement des salles de classe en tables bancs et mobiliers de bureaux à Mokpla Ville 1, par Agodomé Siège (1,32 km) ; Boukédji à Gbamakopé et à Hlankopé (3,86 km). Soit un total de tronçons de 25,5 kilomètres de longueur.



Le président Faure donnant le 1er coup de pioche

dans la zone de Gbama-kopé/Hlankopé/Améli bomé/Pouikédji, à savoir un bâtiment scolaire à quatre salles de classe avec bureau et magasin et équipement des salles de classe en tables bancs et mobiliers de bureaux, avec la construction de deux blocs de latrines VIP à trois cabines au CEG Gbama-kopé.

Quant aux pistes de désenclavement, les tronçons sont prévus pour relier Djagblé Centre à Abolavé sur 3,26 km, Abolavé Carrefour à Kétapoui sur 3,81 km, Kétapoui à Lébé

en passant par Nyamadji (9,05 km), Abolavé à Adidomé (1,2 km), Adidomé à Glopokomé (3 km) ; Glopokomé à Mokpla Ville 1, par Agodomé Siège (1,32 km) ; Boukédji à Gbamakopé et à Hlankopé (3,86 km). Soit un total de tronçons de 25,5 kilomètres de longueur.

Le 10 mai 2017, une mainlevée de la mesure de suspension de l'appel d'offres a consacré les entreprises ETF et GER pour l'aménagement hydro-agricole (travaux de la retenue d'eau et du périmètre hydro-agricole

et travaux de construction de bassins piscicoles) et les pistes de désenclavement dans la zone du projet.

D'un coût total estimé à 9,6 milliards de francs Cfa, cofinancé par la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA 4,350 milliards de francs), par la Banque islamique de développement (BID 4,350 milliards de francs) et par l'Etat togolais (900 millions de francs), sur une durée de mise en œuvre de 5 à 6 ans, le Projet de développement rural de la plaine de Djagblé vise le déve-

loppement et la diversification des cultures vivrières en mettant un accent particulier sur l'intensification de la culture du riz à travers l'aménagement d'un périmètre irrigué de 340 hectares, avec des ouvrages connexes. Le PDRD se veut un projet intégré qui prend également en compte les domaines de la santé, de l'éducation, de l'eau et de l'environnement afin de produire un impact significatif sur les conditions de vie des populations de la zone, soit plus de 17.000 habitants. L'objectif principal est donc de contribuer à l'autosuffisance alimentaire du pays, à la lutte contre la pauvreté et à l'amélioration de la gestion des ressources naturelles dans la zone du projet. Un projet qui couvre la rive gauche du fleuve Zio, à 13 km au nord de la capitale Lomé sur la route nationale Lomé-Vogan, et embrasse 8 villages (Djagblé, Lébé, Adidomé, Akodessewa, Placomé, Améli, Abolavé et Adidomé) dans la préfecture du Zio.

Avec sept grandes composantes, les réalisations attendues du Projet de développement rural de la plaine de Djagblé se présentent comme suit : (i) l'aménagement de 340 hectares de terres agricoles, la réalisation de 11 km de réseau d'irrigation (canaux d'irrigation et ouvrages connexes), la réalisation de 12,5 km de réseau de drainage, le curage du lit du fleuve sur environ 5 km, la construction d'une digue-piste pour la protection du périmètre, la construction de 15 km de piste intérieure, en ce qui concerne la composante "Aménagement des terres agricoles" ; (ii) l'acquisition de 6 motoculteurs, 3 décatricules, 2 batteuses, 3 calibresseuses, 3 vanneuses, 6 pulvérisateurs, et la construction de 6 magasins de stockage, 6 aires de séchage, 8 unités piscicoles ainsi que la mise à la disposition des producteurs de crédits agricoles pour l'achat des intrants, pour le volet "Appui à la production agricole". Au rang des mesures d'accompagnement, il est cité la construction et l'équipement de cinq écoles primaires, la réhabilitation et aménagement de 36 km de pistes rurales, la réalisation d'une mini-adduction d'eau potable pour les huit villages et construction de 6 abreuvoirs pour le cheptel, la construction et l'équipement d'un centre de santé et la réhabilitation d'un autre. Une indemnisation sera accordée aux producteurs pour occupation temporaire des terres. Sans oublier l'octroi des micro-crédits aux habitants de la zone du projet pour les activités génératrices de revenus.

Par la validation du guide méthodologique, sur financement de l'UE

Les députés s'outillent pour le débat d'orientation budgétaire

Financé par l'Union européenne pour renforcer les capacités de l'organe législatif togolais, un atelier de deux jours (du 22 au 23 février 2018) réunit les députés autour de l'objectif de la transparence et la bonne gouvernance financière. Particulièrement le rôle qui leur revient de jouer au moment d'exercer leur pouvoir de contrôle dans la chaîne d'élaboration des lois de finances. A juste titre, la 3ème vice-présidente de l'Assemblée nationale, Mme Ayawavi Patricia Dagban-Zonvidé, rappelle que "le choix des politiques économiques visant à promouvoir la transparence et la bonne gouvernance financière s'impose à tous les Etats" en ce moment où les pays de l'Afrique subsaharienne subissent les impacts négatifs du ralentissement de l'économie mondiale, aggravés par le phénomène endémique de la corruption. Et elle rappelle bien que le Togo est dans la dynamique en suivant le rythme de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa) à travers l'adoption de la loi organique du 27 juin 2014 relative aux lois de finances. Laquelle loi a introduit des innovations dont le

débat d'orientation budgétaire.

Selon la loi organique, le projet de loi de finances de l'année est élaboré par référence à un document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle couvrant une période minimale de trois ans. Sur la base d'hypothèses économiques précises et justifiées, ce document évalue le niveau global des recettes attendues de l'Etat, décomposées par grande catégorie d'impôts et taxes, et les dépenses budgétaires décomposées par grande catégorie de dépenses ; évalue l'évolution de l'ensemble des ressources, des charges et de la dette du secteur public ; prévoit la situation financière des entreprises publiques sur la période considérée et, éventuellement, les concours que l'Etat peut leur accorder. Il fixe également les objectifs d'équilibre budgétaire et financier sur le moyen terme en application des dispositions du pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité. Les programmes s'inscrivent dans des documents de programmation pluriannuelle des dépenses par ministère, budgets annexes



La table officielle lors du lancement de l'atelier

et comptes spéciaux. Et selon l'article 57 de la loi organique, le document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle, éventuellement accompagné des documents de programmation pluriannuelle des dépenses, est adopté en conseil des ministres. "Ces documents sont publiés et soumis à un débat d'orientation budgétaire au Parlement au plus tard à la fin du deuxième trimestre de l'année". Mais ce débat n'a pas lieu. Aussi plusieurs rapports liés aux finan-

ces publiques attirent-ils l'attention de l'Autorité afin qu'il se tienne. Visiblement, cet atelier de deux jours vient lancer le processus. "Les travaux vont permettre à l'Assemblée nationale et aux autres acteurs concernés de mener la réflexion sur les modalités pratiques de l'organisation du débat d'orientation budgétaire afin d'adopter un guide méthodologique", a précisé Mme Dagban-Zonvidé à l'ouverture desdits travaux.

Le débat d'orientation budgétaire est considéré comme un préalable au débat budgétaire annuel. Il a donc pour but de renforcer la démocratie participative en instaurant une discussion au sein de l'Assemblée sur les priorités et les évolutions de la situation financière du pays. L'Assemblée dispose de l'information et en a une présentation claire. Surtout que, au Togo, le délai légal de dépôt du projet de loi de finances n'est toujours pas respecté et que les députés se plaignent du manque de temps pour son étude.

Du fait de leur importation et de leur utilisation quotidienne Les douaniers mis à contribution dans le contrôle et l'identification des substances dites SAO

Late Pater

Le Togo est importateur des hydrochlorofluorocarbones (HCFC) souvent utilisés exclusivement pour l'entretien dans les secteurs de la réfrigération, de la

13 et 14 février à Lomé, portant sur le processus d'identification et de contrôle des SAO. Durant deux jours, environ 60 participants issus de l'administration des douanes, de celle forestière ainsi que de la société civile ont été outillés sur les

claire André Degué, inspecteur des douanes et point focal ozone au commissariat des douanes et des droits indirects qui a salué ce partenariat entre le ministère de l'Environnement et son institution.

Les récentes publications faites



congélation et de la climatisation. Malgré leur usage dans les biens et services, ils diffusent pourtant dans l'atmosphère des substances détruisant la couche d'ozone. Face aux méfaits des Substances Appauvrissant la couche d'Ozone (SAO), dont les impacts sur l'environnement et la santé se traduisent par plusieurs maladies dont le cancer de la peau et le ralentissement de la croissance des végétaux, le Togo se met du côté de la communauté internationale pour la lutte contre les SAO. Ainsi il recycle et renforce les capacités de ses partenaires qui sont dans la chaîne de protection de la couche d'ozone.

C'est dans ce cadre que s'est tenu un atelier de deux jours, les

aspects environnementaux de la destruction de la couche d'ozone et sur les textes juridiques et réglementaires en la matière, indique le ministère de l'Environnement et des ressources forestières.

D'après Djossou Vidémé, coordonnateur national du bureau ozone, le protocole de Montréal encadre bien l'importation et l'utilisation de ses produits entre les Etats. Ce protocole prévoit plusieurs activités dont la formation des agents des douanes sur l'arsenal juridique que chaque pays a mis en place. "En tant que douanier, nous devons maîtriser ces substances pour pouvoir contrôler leur importation. Distinguer celles qui sont prohibées afin de procéder à leur confiscation", a dé-

claré André Degué, inspecteur des douanes et point focal ozone au commissariat des douanes et des droits indirects qui a salué ce partenariat entre le ministère de l'Environnement et son institution. Il est donc urgent de redynamiser le contrôle de ces produits pour éviter le commerce illégal. L'atelier bénéficie de l'appui financier et technique du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), du Fonds Multilatéral, de la Banque mondiale et aussi du Secrétariat de l'Ozone.

La Commission de la CEDEAO au grand complet à Lomé

Le Togo décroche 2 postes, dont le Département du commerce, des douanes et de la libre circulation

*** Les nouveaux commissaires entrent en fonction le 1er mars 2018.**

Dans le cadre de la présidence togolaise de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (Cedeao), la 18ème Session extraordinaire du Conseil des Ministres de la CEDEAO s'est tenue à Lomé du 20 au 22 février 2018. Durant deux (2) jours, cette session s'est attelée et a résolu l'épineuse question de l'attribution des postes statutaires de la Commission de l'institution sous régionale, consécutive à la réforme entamée depuis quelques années, et dont l'objectif est de donner plus d'efficacité à l'institution. Deux jurys, présidés l'un par

faiseurs étrangers, de la coopération et de l'intégration africaine. Au terme de ce processus, 17 nouveaux fonctionnaires statutaires (14 commissaires, 2 directeurs généraux, 1 auditeur général) ont été soumis à l'approbation du Conseil des ministres présidé par Robert Dussey, le ministre togolais des Affaires étrangères ; Le Togo obtient le Département du commerce, des douanes et de la libre circulation et celui en charge du Giaba (Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest), pointe le communiqué.

naire de la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement tenue à Abuja, au Nigéria, le 16 décembre 2017, et qui prendra également sa fonction le 1er mars 2018.

En rappel, l'organisation ouest-africaine est actuellement présidée par le Togo.

Les nouveaux commissaires de la CEDEAO

Les 17 nouveaux fonctionnaires statutaires sont les suivants : Mme. Finda KOROMA (Sierra Leone), Vice Présidente ; Gal. Francis BEHANZIN (Bénin), Département Affaires Politiques, Paix et Sécurité ; Mme. Siga



le Togo et l'autre par le Mali, ont auditionné à Lomé une cinquantaine de candidats venus de tous les Etats membres, chaque pays ayant présenté trois (3) candidats, précise un communiqué de presse du ministère des Af-

Les nouveaux commissaires prendront leur fonction le 1er mars 2018. Ils assisteront l'Ivoirien Jean Claude Brou, le nouveau Président de la Commission de la CEDEAO, élu à l'issue de la 52ème session ordi-

Fatima JAGNE (Gambie), Département Affaires Sociales et Genre ; Dr. Kofi Konadu APRAKU (Ghana), Département des Politiques Macroéconomiques et de la Recherche Economique ; Mamadou TRAORE (Mali), Département Industrie et Promotion du Secteur Privé ; Léopoldo AMADO (Guinée-Bissau), Département Education, Science et Culture ; Alfred Mahamadu BRAIMAH (Ghana), Auditeur général ; Zouli BONKOUNGOU (Burkina Faso), Département Télécommunication et Technologie de l'Information ; Benedict D. ROBERTS (Libéria) Département Administration Générale et des Conférences ; Sediko DOUKA (Niger), Département Energie et Mines ; Mouhamed Nour-Dine ASSINDOH (Togo), GIABA ; Pr. Stanley OKOLO (Nigéria), OQAS ; Mme. Halima AHMED (Nigéria), Département Finances ; Pathé GUEYE (Sénégal), Département Infrastructure ; Têi KONZI (Togo), Département Commerce, Douanes et Libre Circulation ; Jeremias DIAS FURTADO (Cap Vert), Département des Ressources Humaines ; Sankaré SEKOU (Guinée), Département Agriculture, Environnement et Ressources en Eau.

Aux Postes de Contrôle Juxtaposés de Cinkansé L'Uemoa constate un retour de la situation à la normale

*** Le paiement de la redevance de passage suspendu depuis août.**

*** La douane togolaise avait déserté les lieux.**

Du 09 au 11 février 2018, une délégation de la Commission de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa), conduite par le tout nouveau Commissaire Paul Koffi Koffi, chargé de l'Administration territoriale, des infrastructures et des transports, s'est rendue à Cinkansé à la frontière Burkina Faso/Togo, sur le site des Postes de contrôle juxtaposés (PCJ), pour constater de visu avec les autorités administratives concernées la reprise des activités. A l'issue de la visite et une séance de travail avec les acteurs, la délégation a noté le fonctionnement normal des services douaniers du Togo et du Burkina Faso, la reprise du paiement de la redevance de passage par les usagers et l'application du contrôle de la charge à

l'essieu. Officiellement, on affirme du côté de la Commission que "des recommandations ont été formulées à l'endroit du concessionnaire du PCJ, des services techniques frontaliers, des usagers pour une amélioration du fonctionnement du site et une consolidation des acquis".

Début janvier déjà, le ministre d'Etat en charge de la Sécurité du Burkina Faso Simon Compaoré et son homologue en charge des Transports Souleymane Soulama ont rencontré l'organisation des transporteurs et celle des chauffeurs routiers pour des échanges qui ont porté sur la réduction des postes de contrôle et la reprise du paiement de la redevance au poste de contrôle juxtaposé de Cinkansé qui était suspendu de-

puis août dernier suite à l'altercation entre chauffeurs routiers et forces de l'ordre. Dans la foulée, la douane togolaise avait alors déserté les lieux.

A l'issue de la rencontre, les acteurs ont approuvé consensuellement deux décisions : la réduction du nombre de postes de contrôle sur le corridor Lomé-Cinkansé-Ouagadougou, qui devront être ramenés de 9 à 5 ; la reprise par les transporteurs du paiement de la redevance au poste de contrôle juxtaposé de Cinkansé à compter du vendredi 5 janvier 2018. La redevance avait été suspendue suite à la protestation des chauffeurs routiers qui exigeaient une réforme et une meilleure organisation des contrôles.

Du côté burkinabé, de l'avis du

ministre en charge du Transport, Souleymane Soulama cité par le quotidien Sidwaya, ces décisions constituent la satisfaction d'une requête des transporteurs et chauffeurs routiers : "Nous aurons maintenant trois postes de contrôle sécuritaires tout au long du trajet et deux postes de contrôle documentaires à Cinkansé et à l'entrée de Ouagadougou". L'une des décisions majeures de ces concertations est sans doute celle concernant la reprise des paiements de la redevance. "Des communiqués ont été diffusés dans les médias pour informer les chauffeurs, les transporteurs et les opérateurs économiques, de la reprise du paiement de la redevance au poste de contrôle juxtaposé de Cinkansé pour le 5 janvier

2018", a précisé le ministre Soulama cité par le portail Fasizine.

Réagissant à cette mesure, les chauffeurs routiers et les transporteurs ont souhaité le retour des douaniers togolais au poste de contrôle juxtaposé de Cinkansé. Ces derniers estiment que la non-présence de la douane togolaise sur le site augmentait "inutilement" le temps d'arrêts des camions. Par rapport à cette situation, le ministre Soulama avait déjà affirmé avoir pris contact avec l'Uemoa dans ce sens : "Elle nous a promis que la douane togolaise va regagner le poste. En attendant, nous avons convenu avec nos partenaires, de reprendre le paiement", rapporte la même source.

FOOTBALL/LdC

L'As Togo Port se qualifie pour les 16èmes de finales

L'AS Togo Port de Lomé s'est qualifiée pour le tour suivant de la Ligue Africaine des Champions aux dépens de l'AC Léopards de Dolisie du Congo (aller 2-1, retour 2-1, Tab, 4-3), mercredi à Lomé. Le champion du Togo affrontera le Club Al Hilal du Soudan, au tour suivant.

Hervé A.

"Jouer crânement notre chance pour se qualifier pour le tour suivant". Le coach Ayivi Ekuevi ne pensait pas si bien le dire. Mais ses hommes ont dû jouer des coudes pour se qualifier pour le tour suivant de la Ligue des Champions.

Battus 2-1 à l'aller à Madingoule 10 février dernier, les Portuaires pouvaient se contenter d'un but sans en encaisser pour se qualifier. Et l'entame du jeu leur avait donné la lueur d'espoir quand Sewonou Koidjo profite d'un malentendu entre le goal congolais Gildas Mouyabi et son défenseur pour inscrire le premier but à la 42e seconde.

Aurédié par ce but, la ligne offensive de l'AS Togo Port peinait tout de même à concrétiser les multiples occasions de but qu'elle se crée. Les Léopards, n'en demandaient pas mieux pour se re-



mettre du coup reçu. Elvis Yao, Césaire Dorlich, Seda Nguelou et Herman Lakolo se mettent en évidence mais peinent de leur côté à se jouer de la défense des Portuaires qui, malgré, les bourrasques tient bon.

Mais à force de plier comme le roseau dans la fable de La Fontaine, la défense Portuaire se fait cueillir à la 72e suite à un but inscrit par Frédéric Kwedi. Du coup, le jeu se durcit avec une équipe togolaise qui avait désormais besoin d'un nouveau but pour réta-

blir la parité sur l'ensemble des deux matches et une équipe congolaise qui, bien qu'ayant toujours le dessus avec les entrées de Benny Boliko et Frédéric Kwedi, multiplie les arrêts de jeu, histoire de grappiller quelques minutes.

Alors que l'on s'achemine vers un match nul synonyme de la qualification des Léopards, les Portuaires trouveront les ressources nécessaires pour revenir dans le match. Sur un corner venu de la droite, le défenseur Issifou Bourahana monté aux avant-pos-

tes place une tête imparable dans la lucarne du but gardé par Gildas Mouyabi du Congo pour le deuxième but. 2 buts à 1 score final.

A 2-1, les Portuaires rétablissent la parité sur les deux matches et obtiennent le droit de disputer les tirs au but qu'ils réussissent 4 tirs contre 3.

"Après avoir analysé le match aller, j'ai joué sur leurs points faibles en fermant les couloirs. Nous avons travaillé énormément devant les buts mais ce qui appartient aux filets rentre dans les filets. C'est bien vrai que nous revenons de très loin mais la qualification est là", a déclaré le coach Ayivi Ekuevi en conférence de presse.

En 16èmes de finales, l'AS TOGO Port reçoit à Lomé, le 7 mars 2018, le club El-Hilal du Soudan. Le match retour se dispute les 16, 17, 18 mars 2018.

Un hooligan russe arrêté en Allemagne

Un hooligan russe soupçonné d'avoir grièvement blessé un supporter britannique lors des violences à Marseille en marge de l'Euro 2016 de football en France a été arrêté à Munich en Allemagne, a annoncé jeudi la police allemande.

Le Russe de 31 ans, qui faisait l'objet d'un mandat d'arrêt international émis par la France, a été arrêté à l'aéroport de Munich alors qu'il se rendait mercredi de Moscou à Bilbao (nord-ouest de l'Espagne) pour assister à un match de football, a précisé la police. Son identité n'a pas été précisée.

Il risque en France jusqu'à 15 ans de prison pour tentative de meurtre et blessures graves, selon un communiqué des policiers allemands. Il a été identifié en fin d'année dernière par la justice française, qui a lancé un mandat d'arrêt international.

La justice française soupçonne le trentenaire russe d'avoir violemment agressé un supporter britannique de 51 ans, identifié alors comme étant Andrew Badhe, à Marseille le 11 juin 2016, en marge du match de l'Euro 2016 contre la Russie.

Il avait été roué de coups, frappé notamment avec une barre de fer lors de violentes "chasses aux Anglais" - selon les termes du procureur français - menées par des hooligans russes venus en découdre dans le centre de Marseille. La victime, réanimée par massage cardiaque, souffrait de graves blessures au cerveau.

Un autre supporter britannique de 47 ans, Stewart Gray, avait également été gravement blessé lors de ces violences, quoique pris en charge dans un état légèrement moins préoccupant.

Paul Pogba proposé à des clubs par son agent ?

En difficulté du côté de Manchester United, Paul Pogba devra peut-être faire ses valises l'été prochain. Mino Raiola, son agent, lui cherche d'ores et déjà un nouveau point de chute sur le Vieux Continent.

"Vous me posez tous des questions sur Paul Pogba, mais vous devriez me parler de Scott McTominay. Ce gamin a joué comme si c'était son 13e match de Ligue des champions. Il a été énorme, a tout bien fait. Il a mis la pression sur leur meneur Baneaga constamment et l'a empêché de jouer. Paul Pogba a fait de gros efforts pour bien rentrer dans ce match après la blessure de Herrera", indiquait mercredi José Mourinho au micro de BT Sports.

En effet, le technicien lusitanien était un peu agacé par les questions concernant Paul Pogba. Hier, lors du huitième de finale aller de la Ligue des Champions entre le FC Séville et Manchester United au Sanchez Pizjuan (0-0), l'international français était à nouveau sur le banc, remplacé par le jeune Scott McTominay. Un nouvel épisode dans l'affaire des relations qui se tendraient entre le Portugais et l'international français depuis leur prise de bec lors de la rencontre face à Tottenham.

La Ploche se poserait même des questions sur son avenir. Comme son agent est Mino Raiola on peut penser qu'un transfert est toujours dans les clous et que les négociations hors champ des caméras vont bon train. C'est ainsi que Sport Illustrated avance que le super-agent ferait déjà des pieds et des mains pour trouver un nouveau point de chute à l'une de ses poules aux oeufs d'or pour le prochain marché estival en pleine année de Coupe du monde.

Ainsi, Raiola aurait passé la semaine dernière au téléphone afin de convaincre des cadres du Vieux Continent de se positionner sur Paul Pogba en vue du prochain mercato d'été. Selon SI, aucun des grands clubs n'a pour l'instant mordu à l'hameçon envoyé dans l'océan des grands clubs par le natif de Noceira Inferiore, en Italie.

'COPE' : Bale en vente

D'après les informations relayées par le 'Partidazo' de la chaîne 'COPE', le club madrilène aurait décidé de mettre Bale sur le marché l'été prochain. Lors des dernières rencontres, l'Express de Cardiff a plus connu le banc des remplaçants que la titularisation.

Gareth Bale est plus sur le départ que jamais au Real Madrid. Le joueur est arrivé au Bernabéu pour être un successeur de Cristiano Ronaldo et sera au final remis en vente sur le marché l'été prochain, si on en croit la radio 'COPE'.

Une nouvelle qui est sortie quelques heures après que le Gallois ait de nouveau connu le banc face à Leganés. Il s'est d'ailleurs montré frustré et a même regagné les vestiaires sans motif apparent lors de la première période.

Sur le terrain, Bale n'a rien apporté au jeu et cela commence à être une habitude. Zidane, bien qu'il continue de défendre son élève, semble avoir perdu confiance en lui, un sentiment partagé lorsqu'il a décidé de miser sur Isco pour la réception du PSG en huitièmes de finale aller de Ligue des champions.

Ainsi, le Real Madrid devrait s'activer le mercato pour se dégoter le meilleur acheteur pour offrir une porte de sortie à un joueur qui brille de moins en moins. Une multitude de blessures et une apparente apathie à plus d'une occasion ont fini par lasser le Bernabéu. Et aussi les supporters.

On annonce déjà que l'Angleterre serait la meilleure destination pour Bale. À Tottenham il a montré à tout le monde qu'il fallait compter sur lui et est devenu un "crack". Mais cet été, si rien ne change, voir Bale défendre le maillot du Real Madrid appartiendra à son histoire.

MAURITANIE

La FFRIM veut traduire sur le terrain la confiance de la FIFA

La Fédération mauritanienne de football (FFRIM) veut traduire sur le terrain la confiance que lui voue la Fifa qui a tenu son Sommet exécutif ce dimanche à Nouakchott, en réalisant de grandes performances sportives, a dit son président, en conférence de presse.

"Nous voulons remercier la Fifa de sa confiance qui après ce sommet exécutif, a décidé de tenir ici chez nous en mars un séminaire sur le développement", a déclaré le président de la FFRIM qui a co-animé une conférence de presse avec le président de la Fifa, Gianni Infantino.

La Mauritanie ne s'est qualifiée à aucune phase finale de CAN de son histoire. Mais, ces dernières années, elle a réalisé des progrès qui lui ont permis de prendre part à deux phases finales du CHAN (Championnat d'Afrique des nations) en 2014 et en 2018 mettant aux prises les sélections locales.

Pour les éliminatoires de la CAN 2019 qui se jouera à 24 équipes, la Mauritanie a bien démarré avec une victoire 1-0 à Gaborone contre le Botswana. Les autres équipes de sa poule sont le Burkina Faso et l'Angola.

Parlant de la Fédération mauritanienne, le président de la Fifa,

Gianni Infantino n'a pas tari d'éloges, saluant "un exemple local, zonal, régional, africain et mondial".

"C'est pourquoi, j'ai tenu à ce que les présidents des Fédérations viennent voir ce qui se passe ici. Nonostante le ranking (classement) de leur équipe nationale, elle a un stade flambant neuf mais aussi 9 autres stades dans les différentes régions sans omettre d'autres projets de développement", a-t-il relevé.

La Mauritanie a abrité dimanche un sommet exécutif de la Fifa où ont pris part le président et la SG de l'instance mondiale mais aussi une



vingtaine de présidents et de SG de fédérations.

Cette rencontre avait pour objectif d'avoir la position des fédérations africaines sur des projets de réforme sur l'administration, le développement, les compétitions de jeunes et les programmes de développement de la Fifa, selon Gianni Infantino.

NBA

Lebron James n'est pas favorable à un nouveau format de playoffs

Alors qu'un nouveau de playoffs est à l'étude, Lebron James a montré sa désapprobation quant à l'idée. Le système actuel lui convient.

Les playoffs fonctionnent aujourd'hui de la manière suivante: 16 équipes sont sélectionnées. Les 8 meilleurs de l'Est et les 8 meilleurs de l'Ouest. Les deux vainqueurs de chaque Conférence s'affrontent ensuite en Finales NBA.

Face à la pénurie de concurrence à l'Est, la NBA réfléchit au format suivant: les 16 meilleurs bilans de la ligue sélectionnés aux playoffs. Concrètement, ça change tout. Par exemple, les Celtics, 2es à l'Est, passeraient 4es du classement gé-

néral. Bien plus compliqué de se frayer un chemin vers les Finales avec ce dispositif.

Sur une série de 7 participations de suite aux Finales, le King n'a pas intérêt à voir le format changer. À l'Est durant la totalité de sa carrière, il a pris pour habitude de se réveiller en playoffs ces dernières saisons. Les choses se corsant véritablement pour lui à partir des Finales de Conférence.

Un nouveau format signifierait une saison régulière plus âpre et des playoffs plus disputés. Pour les tauliers de la ligue, c'est sportivement une mauvaise nouvelle. En revanche pour la NBA, cela permettrait des grosses affiches



et un investissement quasi continu de la part des effectifs.

" Cela change le paysage de l'histoire du jeu si vous commencez à jouer avec le format de playoffs... C'est cool de jouer avec le format du All-Star Game-

et nous avons prouvé que c'était possible de le faire - mais ne soyons pas trop fous pour les playoffs. On a la Conférence Est, on a la Conférence de l'Ouest", a déclaré Lebron James

La Task force pour la monnaie unique de la CEDEAO à Accra

En route pour 2020, la feuille de route révisée

Jean AFOLABI

La cinquième réunion de la Task Force présidentielle (Côte d'Ivoire, Ghana, Niger et Nigeria) sur le programme de la monnaie unique de la CEDEAO, s'est tenue le 21 février 2018 à Accra, République du Ghana, sous la présidence de Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, Président de la République du Ghana, Co-Président de la Task Force Présidentielle. Le chef

qualité des conclusions du rapport ainsi que la pertinence des recommandations formulées par le Comité ministériel.

Après délibérations sur les points inscrits à son ordre du jour, les Chefs d'Etat membres de la Task force: réaffirment leur engagement politique à réaliser la monnaie unique de la CEDEAO en 2020; réaffirment l'engagement des Etats membres à ratifier et à mettre en œuvre tous les protocoles de la

Par ailleurs, ils réaffirment leur engagement à financer le programme de la monnaie unique par les Etats membres et leurs Banques centrales; et invitent le Comité des gouverneurs et le Conseil de convergence à tenir des rencontres trimestrielles sur l'état de mise en œuvre des activités retenues et à lui rendre régulièrement compte lors de ses sessions semestrielles.

A noter que la Task force prési-



de l'Etat togolais, Faure Gnassingbé, a pris une part active à cette 5^e réunion en sa qualité de Président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO, souligne un communiqué.

La Task force présidentielle a adopté le rapport de la réunion du Comité ministériel (incluant les Gouverneurs des Banques centrales), tenue le 19 février 2018 à Accra. L'objectif de la réunion du Comité ministériel était de proposer une Feuille de route révisée de programme de la monnaie unique prévu en 2020. Ils ont apprécié la

CEDEAO; réaffirment l'approche graduelle privilégiant un démarrage avec les pays qui respectent les critères de convergence tandis que les autres pourront s'y joindre ultérieurement; saluent les progrès réalisés par les Etats membres et les encouragent à poursuivre les efforts pour le respect des critères de convergence et le renforcement du mécanisme de surveillance multilatérale; adoptent la Feuille de route révisée pour le programme de la monnaie unique de la CEDEAO; instruisent l'ensemble des acteurs à mettre en œuvre la Feuille de route révisée.

dentelle vient en appui au Programme de coopération monétaire de la Cedeao, lancé en 1987 par les leaders ouest-africains, afin de baliser le terrain pour la création d'une zone monétaire unique pour l'espace communautaire. Son rôle est d'accompagner et d'éclairer les décideurs sur le processus d'intégration monétaire au sein de la Cedeao, de faire l'état des lieux sur le dossier de la création de la monnaie unique, et de contribuer à la levée des multiples contraintes en vue d'atteindre les objectifs ultimes fixés pour 2020.

Pour des projets à déterminer de commun accord

Le Togo et la Chine s'accordent sur un don de 8,5 milliards

Le Gouvernement de la République populaire de Chine vient de mettre à la disposition du Gouvernement togolais un don d'un montant de 100 millions de Yuans Renminbi, soit environ 8,5 milliards de francs Cfa, à injecter dans des projets à convenir de commun accord. "Les arrangements concernés feront l'objet d'autres accords qui seront signés ultérieurement entre les deux Gouvernements", précise le ministre Sani Yaya de l'Economie et des finances. La signature de cet Accord de coopération économique et technique entre les deux pays s'est déroulée le mardi 13 février 2018 à Lomé.

"Je suis heureux de constater que ces dernières années le Togo a fait beaucoup d'efforts pour le développement. La partie chinoise est toujours engagée à accompagner le pays pour l'amélioration des conditions de vie des populations", a déclaré à cet effet l'ambassadeur de Chine au Togo, Liu Yuxi. Le ministre Sani Yaya a saisi



l'occasion pour saluer l'appui sans cesse croissant de la Chine. "C'est le lieu, pour moi, de rendre un vibrant hommage à la République populaire de Chine et à ses dirigeants, pour l'appui sans cesse croissant qu'ils apportent à l'effort de développement de notre pays. Après environ un demi-siècle de relations diplomatiques fructueuses, la Chine a contribué au développement de la nation Togolaise avec diverses réalisations dans des domaines variés notamment la construction de l'Aéroport International

Gnassingbé Eyadema, etc... le Stade de Kpegue, le nouveau parlement en construction. J'ai l'intime conviction que cette coopération continuera de se renforcer et permettra d'accroître le portefeuille de projets d'intervention de la Chine en faveur du Togo".

L'appui de la Chine s'effectue sous forme de dons et de prêts concessionnels. La coopération se développe dans le secteur des infrastructures, de l'agriculture, de la santé, des nouvelles technologies et de l'éducation.

Financements à court terme des actions du gouvernement

L'émission de Bons de Trésor couverte à plus de 95%

L'Agence UMOA-Titres, à la demande du Trésor public du Togo, a organisé vendredi 29 décembre 2017 une émission de cession de Bons assimilables de Trésor (BAT) d'un montant de 20 milliards, sur une majorité de 364 jours, aux taux multiples. La valeur nominale unitaire est fixée à 1 million de francs. Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'exécution du programme d'émissions de titres publics du Togo en conformité avec la stratégie à moyen et long terme de gestion de la dette.

L'adjudication ouverte le 16 février 2018, suivant un système d'enchères à taux multiples, a enregistré un taux de couverture de 95,32% qui se traduit par un montant global des soumissions de 19,063 milliards. L'Agence Umoa-Titres a retenu la totalité des soumissions (100,00%) au Trésor public du Togo.

Les titres émis sont remboursables le premier jour ouvré suivant la date d'échéance. Les intérêts sont payables d'avance et précomptés sur la valeur nominale des bons. La date de l'échéance est attendue au lundi 18 février 2019. Le taux d'intérêt marginal s'est situé à 6,9000% et le taux moyen pondéré à 6,5751%.

En tout, l'ondénombre 10 participants directs pour 17 soumissions. Les soumissions proviennent du Burkina Faso pour 8,530 milliards, de la Côte d'Ivoire et du Togo pour 4,000 milliards chacun, du Bénin pour 2,033 milliards et du Sénégal pour 0,500 milliard.

D'après le calendrier provisoire

des émissions de titres publics du premier trimestre 2018 rendu public le vendredi 29 décembre 2017 par l'agence UMOA-Titres, le Trésor public du Togo ambitionne de récolter 90 milliards de francs Cfa sur le marché financier régional de l'Union monétaire et économique ouest africaine (Uemoa). Ces opérations sont constituées de trois (3) émissions de Bons assimilables du Trésor (BAT, 55 milliards) et de deux (2) émissions d'Obligations assimilables du Trésor (OAT, 35 milliards). Dans les détails, les BAT interviennent le 12 janvier pour un montant de 15 milliards, le 16 février pour un montant de 20 milliards, et le 16 mars pour 20 milliards également. Les OAT sont prévues pour 15 milliards le 26 janvier, et pour 20 milliards le 2 mars. Les émissions des Bons du 12 janvier et des Obligations du 26 janvier ont récolté 5,132 milliards et 16,040 milliards respectivement.

Dans l'ensemble, pour les Trésors publics des huit (8) Etats membres de l'Union - Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo -, il en ressort que le volume global prévisionnel des émissions, attendu pour le premier trimestre de l'année en cours, s'élève à 816 milliards. Par ailleurs, l'agence UMOA-Titres porte à la connaissance de l'ensemble des acteurs du Marché des Titres Publics des Etats de l'UMOA de la disponibilité du volume annuel global provisoire des émissions de titres publics par adjudication au titre de l'année 2018, et du calendrier

provisoire des émissions de titres publics pour le premier trimestre 2018.

Au Togo, souligne une note de l'agence Umoa-Titre, l'activité économique reste globalement bien orientée. La croissance du PIB réel en 2016 est attendue à 5,0%. Au niveau de la demande globale, la croissance serait essentiellement portée par les investissements publics et privés. Au terme des six premiers mois de l'année 2016, le taux d'inflation mesuré par l'indice harmonisé des prix à la consommation est de 1,9%.

S'agissant du commerce spécial, les échanges commerciaux du Togo au premier semestre 2016 comparés à la même période de 2015 sont marqués par une régression des exportations, une progression des importations et une aggravation du déficit commercial. Sur le plan monétaire, les crédits à l'économie et la masse monétaire à fin juin 2016 régressent respectivement de 2,2% et 1,6% par rapport à fin décembre 2015.

Au titre des finances publiques, les recettes totales de l'Etat sont de 301,3 milliards au terme des six premiers mois de 2016, en progression de 16,2% et les dépenses totales se situent à 349,1 milliards, en hausse de 17,6% par rapport à la même période de 2015. L'encours de la dette publique totale (intérieure et extérieure) est passé de 1.866,06 milliards à fin décembre 2015 à 1.982,8 milliards à fin septembre 2016, enregistrant une hausse de 6,8%.

Pour plus de concurrence dans la fourniture d'accès Internet au Togo

Le réseau TEOLIS inaugure son réseau haut-débit

La cérémonie d'inauguration a eu lieu ce 22 février 2018 à travers une soirée spéciale de présentation à Lomé. "La venue du réseau TEOLIS est une opportunité qui donne le choix aux consommateurs d'avoir davantage de Fournisseurs d'Accès Internet. Son objectif principal vise à promouvoir la qualité de service et la compétitivité des prix au profit des usagers", précise le communiqué de presse officiel. Cette opération s'accompagne de cahiers des charges, avec de fortes obligations d'investissements et de couverture du territoire togolais, ainsi que des exigences de qualité de service pour assurer une certaine performance des opérateurs.

Société 100% togolaise, le point fort de TEOLIS est de mettre en avant le savoir-faire local; ce qui crée une proximité culturelle avec toutes les classes sociales du pays qui auront des offres adaptées se-

lon le budget et le besoin disponible. "L'équipe est donc très à même de répondre aux attentes de leurs futurs consommateurs via des études pointues qui ont été réalisées en amont", ajoute-t-on. L'ambition de porter le haut-débit sur toute l'étendue du territoire national est la promesse de TEOLIS envers les Togolais. Le déploiement des dernières technologies FH/LTE plus que performantes est un argument de taille pour que la promesse soit tenue.

C'est le 7 juin 2017 que TEOLIS a rejoint officiellement la liste des fournisseurs d'accès internet du Togo, ensemble avec le Groupe Vivendi Africa Togo (GVA Togo). Un délai de neuf mois leur avait été donné pour déployer leurs infrastructures, proposer des offres qui permettent d'avoir un accès internet facile, efficient et à coûts compétitifs, et débiter la commercialisation de leurs offres internet pour.

Pour l'Exécutif togolais, il s'agit de capitaliser sur les projets en cours, en renforçant la concurrence sur ce segment de marché de l'internet, en améliorant la qualité de service et surtout en permettant aux consommateurs togolais d'avoir le choix entre plusieurs fournisseurs de services Internet, en créant un environnement propice pour accompagner le positionnement du Togo comme hub logistique et bancaire dans la sous-région, en favorisant le développement de nouvelles offres innovantes (le très haut débit à domicile) ainsi que des offres personnalisées qui doivent permettre d'accroître la compétitivité des entreprises installées au Togo. Dans sa vision de développement du secteur de l'économie numérique, le Togo ambitionne de gagner le défi de faire passer l'accès au haut débit d'un statut de produit de luxe à celui de biens de grande consommation.

Avortements clandestins

Lever le tabou pour éviter les risques

Etonam Sossou

Elle n'a pas encore soufflé ses 17 bougies, mais elle est déjà passée par la "douleur de l'avortement provoqué", selon ses propres mots. Nous allons l'appeler B.B., un pseudonyme, pour répondre aux exigences du strict anonymat qu'elle a requis avant tout témoignage. B.B. est bien consciente que l'Interruption volontaire de grossesse (IVG) est interdite par la loi et blâmée par la société togolaise dans son ensemble. D'une taille moyenne, vêtue d'une robe fleurie, les cheveux abandonnés à eux-mêmes, elle raconte sa mésaventure avec une insouciance perceptible tout de go. Cette jeune élève de la classe de 3ème, ne s'est imaginée tomber enceinte maintenant. "Je ne pensais pas que cela pouvait m'arriver", nous lance-t-elle. Et pourtant, elle affirme avoir vu ses premières menstrues à l'âge de 12

ans et reconnaît consommer l'intimité, sans préservatif, avec son jeune copain de 18 ans, lui aussi élève, en classe de première. Ce que B.B. n'imaginait pas, arriva. "Entretemps, j'en avais plus d'appétit, je me sentais fatiguée et je vomissais. Encouragée par une camarade, je suis allée faire le test de grossesse et c'était positif ; c'est comme si le ciel me tombait sur la tête", se souvient-elle. Seulement, B.B. n'est pas au bout de ses surprises, puisque le père, son camarade de 18 ans, tout en reconnaissant être l'auteur de la grossesse, propose d'avorter, à l'insu des parents. La tentative de camouflage fait long feu. La mère de B.B. est informée ainsi que le géniteur de l'auteur de la grossesse. "Mais après une première entrevue entre les deux parents, le père de mon ami n'a plus donné signe de vie", explique B.B. Les tractations

se déroulent sans que le père de la fille ne s'en doute. "S'il avait su, il allait me tuer", croit-elle savoir. Une situation de désarroi qui conduit les membres de la famille de B.B. au recours ultime, l'avortement. Adviennent que pourra, car les spécialistes de la santé sexuelle sont formels pour dire que tout avortement est risqué, encore plus lorsqu'il est clandestin. C'est une tante de B.B. qui est chargée de la mission. "Nous sommes allées dans une clinique, on m'a remis de petits comprimés à avaler et à en mettre dans mon sexe. En plus, l'agent de santé m'a fait une injection, dit-il, pour atténuer la douleur". Voici résumé ce qu'a subi B.B. pour 75 000 F CFA, selon ses confidences. Le lendemain de l'acte, poursuit-elle, les saignements ont commencé, avec à la clé des caillots de sang. Elle confie avoir eu très mal au ventre, en dépit de la piquette antidouleurs.

Quelle description peut-elle faire de ce qu'elle a vécu. A cette question, B.B. manque de mots. Pour sûr, elle défend même à sa pire ennemie de s'aventurer dans l'IVG. Et pourtant, F.D., une étudiante de 24 ans dans une école supérieure de Lomé, est passée par là, l'année dernière. Habillée d'un pantalon communément appelé "taille basse" et d'un haut moulant, tous deux de couleur rose, elle est tressée de méches. C'est pratiquement la tête baissée, sur un ton bas et hésitant qu'elle nous livre quelques bribes de son histoire. Une histoire qu'elle garde jalousement, parce que ni ses parents, ni l'auteur de la grossesse, ne sont au courant de rien, nous signifie-t-elle. En effet, quand elle est tombée enceinte, elle dit avoir pris sur elle, toute seule, la décision d'avorter, pour ne pas décevoir les parents qui ont mis une confiance presque aveugle en elle. Pour son cas aussi, F.D. parle d'avoir pris de petits comprimés dont nous saisissons volontairement les détails.

Si certaines filles ou femmes sont prêtes à aller dans la tombe avec

leur secret d'IVG, d'autres ne sont pas jusqu'au-boutistes. Face aux conséquences, souvent fâcheuses des IVG clandestines, sur le double plan sanitaire (hémorragie, infections locales ou généralisées, infertilité, décès) et psychologique, cette dernière catégorie de femmes sollicite des Soins après-avortement (SAA). Les SAA complets proposent un traitement médical d'urgence aux femmes victimes de complications liées à l'avortement, ainsi que des services de planning familial et d'autres services appropriés de santé de la reproduction. Ces soins sont offerts, en fonction de la gravité des complications, à tous les niveaux de la pyramide sanitaire. "On dirait qu'il restait des déchets dans l'utérus, après l'avortement. Je suis repartie dans la clinique où cela a eu lieu et l'agent m'a orientée vers une autre structure sanitaire, j'ai fait une échographie, et après on m'a fait un curetage. J'ai eu très mal", développe F.D. Combattre le mal à la racine. La cause première de la fréquence des IVG est à rechercher

dans le niveau d'utilisation de la contraception, le taux de prévalence contraceptive moderne étant estimé à 17,3% au Togo. Si bien que, dans la pratique, de nombreuses femmes qui ne veulent pas tomber enceinte, n'utilisent pas, paradoxalement, les moyens qui leur sont offerts pour éviter les grossesses non intentionnelles. C'est pourquoi, nous informons les sages-femmes, les soins après avortement sont toujours accompagnés de counseling dans le but de soumettre la patiente à la contraception. L'adoption de la contraception étant volontaire, ça ne marche pas à tous les coups, relativement-elles. Une sage-femme nous relate l'histoire d'une jeune élève qui, en l'espace de deux mois (fin décembre 2014 et fin février 2015) a été reçue deux fois pour des Soins après avortement. Et ce n'est pas un cas isolé, déplore la sage-femme. Elle ne désespère pas pour autant, convaincue qu'avec une intensification des efforts, la planification familiale pourrait s'armer une meilleure réputation. En effet, de nombreux préjugés continuent d'hanter la contraception. F.D. l'étudiante, justifie sa méfiance vis-à-vis des produits contraceptifs par "leur dangerosité supposée pour la fécondité". Elle déclare avoir accompagné, parfois, une de ses amies pour renouveler la contraception de cette dernière, mais n'avoir jamais eu le courage de confronter les "on-dit" de sa mère, à l'avis des spécialistes.

Afrique

L'OMS veut intensifier la sensibilisation sur la vaccination

Si sur le plan mondial, la vaccination a considérablement réduit le fardeau des maladies infectieuses, dans la plupart des pays africains, des millions d'enfants continuent de mourir de maladies qui auraient pu être évitées grâce aux vaccins, a souligné l'OMS, cité par un communiqué de l'ONU. Depuis le 21 février, des experts de plus de 15 pays sont réunis à Pretoria, en Afrique du Sud, pour établir des directives visant à améliorer la communication sur la vaccination systématique des enfants en Afrique. Co-organisée par le Bureau régional pour l'Afrique de l'OMS et le gouvernement de la Norvège, la réunion doit permettre aux différents experts de passer en revue les conclusions des analyses systématiques faites sur la communication sur les vaccinations et de leurs expériences dans ce domaine. Plusieurs raisons expliquent le taux insuffisant de couverture vaccinale en Afrique. Certains parents n'ont pas accès à la vaccina-



tion en raison de services de santé de mauvaise qualité, de longues distances ou d'un manque d'argent. D'autres ne font pas confiance aux vaccins ou aux professionnels de la santé qui les administrent. Certains ne voient tout simplement pas la nécessité de faire vacciner leurs enfants en raison d'un manque d'informations ou d'une désinformation sur les vaccins et les maladies qu'ils préviennent. "La communication avec les parents sur les vaccinations infantiles est un moyen d'aborder ces problèmes

et d'augmenter la couverture vaccinale", a déclaré le Dr Joseph Okeibunor, chercheur en sciences sociales au Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique.

Les gouvernements, les agences internationales et les ONG investissent énormément dans la vaccination des enfants, reconnaît l'OMS. Mais pour être efficaces, leurs actions doivent se concentrer sur l'amélioration de la communication avec les parents et les soignants.

Adaptation

Amazon s'empare d'"Une forme de guerre" de Iain Banks

Le premier des dix tomes de la saga du Cycle de la Culture, de Iain Banks, va être adapté en série par le géant du e-commerce.

Amazon se lance dans le spaceopera, un sous-genre de la science-fiction caractérisé par une intrigue qui se déroule dans l'espace sidéral et sur un temps considérable. Le géant du e-commerce a annoncé, par voie de communiqué mercredi 21 février, l'adaptation prochaine en série de Consider Phlebas, traduit en

France sous le titre Une forme de guerre (Robert Laffont, 2004, et réédité au Livre de poche en 2010). L'œuvre est le premier des dix tomes de la saga du Cycle de la Culture écrite par l'auteur écossais Iain Banks, décédé en juin 2013.

Dans Une forme de guerre, Iain Banks suit le parcours de Horza, un des derniers survivants de cette variété de l'espèce humaine, les Métamorphes, qui peuvent modifier leur forme à leur guise. Ce survi-

vant est engagé dans une croisade contre la Culture, à l'instar d'une autre espèce, les Idirans, qui veulent soumettre à leur divinité tous les peuples de la Galaxie.

L'adaptation sera écrite par Dennis Kelly (Utopia, Matilda, The Musical) et produite par Plan B (World War Z, 12 Years a Slave, Moonlight). Les héritiers de Iain Banks seront partie prenante du projet en tant que producteurs exécutifs de la série.

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°1413 DE LOTO BENZ DU 14 Février 2018

Ce mercredi 21 Février 2018, le tirage de Loto Benz porte le N°1414.

Mercredi dernier, des gros lots ont été enregistrés à LOME, à KARA, à KPALIME et à KEVE.

A LOME, nous avons recensé deux lots de 1.000.000F CFA gagnés auprès des opérateurs 9036 et 60032.

A KEVE, c'est un lot de 1.250.000F CFA qui a été enregistré sur le point de vente 90226.

La ville de KPALIME a dénombé un gagnant d'un lot de 1.000.000F CFA et un gagnant d'un lot de 1.250.000F CFA.

Ils ont tenté leur chance auprès des opérateurs 40021 et 40032.

A KARA, c'est un lot de 1.000.000F CFA qui a été enregistré sur le point de vente 10024.

La remise de des lots se fera à Lomé au siège de la LONATO et à l'intérieur dans les agences régionales.

Avec la LONATO, JOUEZ PETIT ET GAGNEZ GROS !
BONNE CHANCE A TOUS !!!

LOTO BENZ

Résultats du tirage N°1414 de LOTO BENZ du 21 Février 2018

Numéro de base

38 74 88 44 08

BIG PROMO SMARTPHONES chez TOGOCEL



HUAWEI G POWER

CAMÉRA 5MP AVANT/
13MP ARRIÈRE



DOUBLE CARTE
Micro SIM

RÉSEAU 3G+

ÉCRAN 5 pouces (12.7cm)



INFINIX HOT4

CAMÉRA 5MP AVANT/
8MP ARRIÈRE



DOUBLE CARTE
Micro SIM

RÉSEAU 3G+ / 2G

ÉCRAN 5.5" HD avec 12 LED
rétro-éclairage ultra-lumineux



NUOVA HERO S

CAMÉRA 2MP AVANT/
5MP ARRIÈRE



DOUBLE CARTE
Micro SIM

RÉSEAU 3G+ / 2G

ÉCRAN 5.0 pouces

**HUAWEI
G POWER**

72.000F

MÉMOIRE RAM
2GO
EXTENSION MÉMOIRE
JUSQU'À
128GO
MÉMOIRE INTERNE
16GB

**INFINIX
HOT4**

51.000F

MÉMOIRE RAM
1GO
EXTENSION MÉMOIRE
JUSQU'À
32GO
MÉMOIRE INTERNE
16GB

MÉMOIRE RAM
512MB
EXTENSION MÉMOIRE
JUSQU'À
16GO
MÉMOIRE INTERNE
8GB

**NUOVA
HERO S**

31.000F

Disponible
dans toutes
nos agences
et boutiques



Bluetooth



LE LEADER

service client : 888

www.facebook.com/Togocel

www.twitter.com/togocel

www.togocel.tg

certifiée ISO 9001 : 2015 et ISO 14001 : 2015